



FACE A L'EXTREME DROITE JAMAIS RESIGNE.ES

Dernier accès autoritariste de la Macronie, la décision de dissolution nous place finalement plus tôt face à un choix qui serait devenu inéluctable dans quelques mois à l'occasion d'une énième motion de censure à l'Assemblée, ou aux prochaines élections.

Surprise, violence institutionnelle ou pari risqué, cet ultime décret d'un pouvoir à la dérive n'est pas étonnant de la part d'une législature qui a complètement rompu toute possibilité de dialogue, à l'image des nombreux 49-3 qui ont remplacé les débats parlementaires ou de ce que subissent les représentants syndicaux depuis de nombreuses années.

En SPIP, le virage sécuritaire opéré depuis les années Sarkozy se faisait ressentir encore récemment dans le cadre des suspensions des PS culturelles, avec un ministre et une administration centrale qui se défaussaient lâchement de projets pourtant initiés depuis la DAP ! Les agents en SPIP, assistent ainsi impuissants au grignotage de leurs missions pourtant essentielles par leur propre administration qui se soumet régulièrement au diktat de l'opinion publique et des représentants des forces de l'ordre plutôt que de faire œuvre de pédagogie et de rappeler le fonctionnement judiciaire français.



Cette tentation sécuritaire et la lutte contre l'immigration restent le ferment essentiel de l'argumentaire de l'extrême droite dont le pendant est un abandon total des conquêtes sociales. Or il suffit de relire Montesquieu pour se rappeler que le fondement d'un *système politique juste* reste de s'occuper des conditions de vie des citoyens ; l'Etat compense ainsi sa propre puissance en les protégeant.

Plus de sécurité, c'est donc moins de protection.

Et de par leur compagnonnage avec le public sous main de justice, les personnels en SPIP assistent déjà au délitement social à l'œuvre et ne sont pas dupes de l'usage du système pénal et carcéral pour extraire les populations les plus précaires de la société (les SDF, les personnes souffrant d'addictions ou nées à l'étranger sont surreprésentées en prison), voire neutraliser les opposants politiques les plus radicaux.

En ce jour du bac de philo, Montesquieu encore nous rappelle que « La tyrannie d'un prince ne met pas un État plus près de sa ruine que l'indifférence pour le bien commun n'y met une république ».

CONTRE L'EXTREME DROITE :

A J – 12 du premier tour des législatives, nous avons donc toutes et tous notre voix à porter pour éviter que l'extrême droite n'accède au pouvoir et faire revenir au premier plan les idées progressistes et solidaires.